

1. [Accueil](#)
2. Entity Print

Bulletin de la Banque de France
[Entreprises](#)

L'éducation économique, budgétaire et financière des publics : un enjeu majeur en temps de crise

4 Juin 2020

Auteurs : Lisa Gervasoni, Mark Beguery

Bulletin n°229, article 3. C'est en période de crise que les enjeux de compréhension des mécanismes économiques, budgétaires et financiers sont les plus cruciaux. La crise sanitaire du COVID-19 et les mesures prises pour l'endiguer ont provoqué un double choc d'offre et de demande et, pour les agents économiques, une double incertitude : quel impact in fine sur leur environnement, et quelles conséquences, par la suite, sur leur propre situation économique et financière ? L'éducation économique, budgétaire et financière a pour objet de permettre à chacun de disposer des bases nécessaires pour prendre des décisions en connaissance de cause. Dans le contexte actuel, elle contribue donc à la résilience des ménages et des entreprises et à la continuité de l'éducation des jeunes. Depuis 2016, la France s'est dotée d'une stratégie nationale dans ce domaine. La Banque de France, désignée comme opérateur national par les pouvoirs publics, met en oeuvre cette stratégie.

[bdf229-3_Visuel.png](#)

1. L'éducation financière adapte ses priorités pour mieux répondre aux difficultés soulevées par la crise

Utile en temps normal, l'éducation financière l'est encore plus en temps de crise

L'éducation financière – ou littératie financière – est définie par l'OCDE comme « le processus par lequel le consommateur financier améliore sa compréhension des produits, concepts et risques financiers (...) pour développer sa capacité à faire des choix éclairés, et savoir à qui s'adresser pour être aidé », via « des informations, de la formation ou des conseils objectifs », dans le respect de certains critères : caractère pédagogique, accessibilité, gratuité et neutralité. Concernant la neutralité, cela signifie notamment que toute action d'éducation financière doit s'exercer hors de tout contexte commercial ou marketing et ne peut consister à promouvoir un produit ou un acteur. L'objectif consiste à rendre le consommateur plus averti et mieux à même de faire des choix éclairés et conformes à ses intérêts, ce que les anglo-saxons nomment « l'empowerment » du consommateur. Dans le même ordre d'idée, l'éducation économique doit permettre aux citoyens de mieux décrypter les informations et les débats économiques. L'ensemble favorise une plus grande confiance entre les acteurs et contribue à la robustesse de l'économie et à la stabilité financière.

Ce constat a conduit l'OCDE, dans une étude de 2005, à dresser pour la première fois un état des lieux du niveau de connaissance financière des particuliers à travers le monde et de son impact sur l'économie, et à

enjoindre ses États membres à s'engager dans des politiques volontaristes d'éducation financière.

Aujourd'hui, une stratégie nationale d'éducation financière reposant sur les principes de haut niveau élaborés par l'OCDE et adoptés par le G20 est mise en œuvre ou en cours d'élaboration dans 71 pays. En France, le lancement d'une telle stratégie date de la fin 2016. La Banque de France, désignée comme opérateur national par les pouvoirs publics, met en œuvre cette stratégie (EDUCFI), cf. schéma.

Après une première enquête réalisée en 2014 par le Comité consultatif du secteur financier (CCSF), la Banque de France a commandité en 2018 une étude sur le niveau d'éducation financière des Français. Cette enquête a mis en avant une certaine méconnaissance des produits financiers et des difficultés d'une partie significative des répondants à faire des calculs financiers simples, mais aussi un intérêt pour la matière financière et une volonté d'être mieux informé (cf. encadré 1).

[Pour lire la suite, télécharger l'article]

Télécharger la publication dans son intégralité

[Bulletin n°229-3. L'éducation économique, budgétaire et financière des... \(PDF - 443 Ko\)](#)
[Précédent](#)

2

En progression jusqu'en 2019, la durée d'utilisation des équipements devrait fléchir en 2020 - Résultats de l'enquête menée par la Banque de France en septembre 2019

[Suivant](#)

4

Les émissions de CO2 dans les échanges internationaux de la France